

Élections 2018

Heure des engagements

Réponses des porte-paroles des 4 principaux partis politiques aux revendications de la Campagne CA\$\$\$H



www.trpocb.org

HEURE DES ENGAGEMENTS

Dans le cadre des élections 2018, la Campagne CA\$\$\$H (Communautaire autonome en santé et services sociaux – Haussez le financement) a réalisé trois courtes capsules vidéos (4-5 minutes) sur les engagements des partis face à ses revendications. Les porte-paroles des quatre principaux partis y dévoilent, en une minute, leurs visions du rôle des organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux et leurs engagements financiers. Voyez, ci-dessous, tous les textes de toutes les réponses présentées dans les 3 capsules, ainsi que les liens pour les visionner.

Pour en savoir plus sur comment nous avons procédé pour produire les 3 capsules vidéos « Heure des engagements », c'est [par ici](#).

Capsule 1 : « Comment les partis voient-ils le rôle des groupes en santé et services sociaux » (sur [Youtube](#) et sur [Facebook](#))

Questions posées lors de l'enregistrement :

Selon vous, quel est le rôle des organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux dans la société québécoise? Voici leurs réponses.

Dave Turcotte, Porte-parole de l'opposition officielle en matière de services sociaux et de protection de la jeunesse, Parti québécois (PQ) (de [0:31](#) à [1:20](#))

« Bien selon moi les organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux offrent des services à la population, dans les différentes communautés. Aux plus vulnérables, mais aussi aux moins vulnérables; ce n'est pas parce qu'on n'est pas vulnérable ou moins vulnérable qu'on n'a pas besoin des services des organismes communautaires. Parce que les organismes, au fond, offrent une multitude de services, pour un grand nombre de populations.

Souvent les organismes ont aussi à travailler avec les ministères, avec les bureaux de députés, avec d'autres organismes ensemble. Pour offrir des services, mais aussi pour créer un mouvement social. Amener un débat d'idées, au Québec. Donc, moi je crois que les organismes ce n'est pas uniquement des gens qui offrent des services à une population, mais qui aussi créé un débat de société important et essentiel. Donc selon moi les organismes communautaires au Québec sont très importants. »

François Paradis, Porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de santé et de services sociaux, Coalition avenir Québec (CAQ) (de [1:21](#) à [2:10](#))

« Un rôle indispensable, primordial. Alors c'est un rôle de soutien, c'est un rôle de valorisation, c'est un rôle d'accompagnement. C'est la base de tout. L'action communautaire, dans la santé et les services sociaux, c'est le ciment de la base. C'est là où on se reconnaît. C'est là où on commence à faire ce qu'on devrait faire davantage, c'est-à-dire du préventif, au delà du curatif. Et c'est souvent là que tout se joue aussi. Alors c'est le ciment d'un système qui doit être bonifié de plus en plus efficace, mais surtout, des

organisations marquées par le respect. La valorisation de l'être humain. Être en mesure de faire ce qu'on souhaiterait tous: c'est-à-dire de se regarder dans les yeux, de se donner du temps, de trouver des avenues, des alternatives, et c'est là où ça fait la différence, alors "chapeau" à ceux qui y travaillent. Bravo pour ceux qui reçoivent ce soutien-là. »

Manon Massé, Porte-parole de Québec solidaire (QS) (de [2:12 à 3:09](#))

« Je pense que le Québec a développé, dans les 50 dernières années, toute une infrastructure sociale, qui est très très originale d'une part, et deux, qui est très enracinée dans les communautés. Très démocratique. Et pour moi c'est ça le réseau des organismes communautaires en santé et services sociaux, et plus largement dans l'ensemble des secteurs de la société.

Et je pense que la particularité en santé et services sociaux, c'est que l'institutionnel répond à des besoins. Il doit répondre à ces besoins-là. Mais les populations, selon la région dans laquelle elles sont, selon les réalités particulières à leurs communautés, ont développé des réponses propres à leurs milieux. Et je pense que ça, cette dimension unique, ça fait toute la beauté de notre réseau communautaire. »

Lucie Charlebois, ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique. Parti libéral du Québec (PLQ) (de [3:10 à 3:39](#))

« Bien en fait, les organismes communautaires répondent aux besoins de la population, aux besoins en santé et services sociaux, et c'est souvent des services complémentaires au réseau de la santé et des services sociaux, mais combien indispensables. Alors ils sont là pour répondre aux besoins des gens, mais vraiment directement sur le terrain, et on leur rend hommage pour ça, parce qu'ils sentent le besoin, ils adaptent leurs services, et voilà. »

Capsule 2 : « [Quels partis augmenteront le Programme de soutien aux organismes communautaires de 355M\\$/an?](#) » (sur [Youtube](#) et sur [Facebook](#))

Questions posées lors de l'enregistrement :

Les organismes communautaires en santé et services sociaux réclament un meilleur financement à la mission globale, par l'ajout de 355 millions \$ par année (ce montant fait partie du 475M\$ revendiqué pour l'ensemble du mouvement de l'action communautaire autonome). Qu'entend faire votre parti pour combler les besoins financiers des organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux? Voici leurs réponses :

François Paradis, Porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de santé et de services sociaux, Coalition avenir Québec (CAQ) (de [0:34 à 1:51](#))

« Connaître les besoins de chacun, c'est s'attarder au rôle de chacun. Dans ce dossier-là et cette question-là, il y a notamment toute la notion d'iniquité. Ce sont les dossiers sur lesquels j'ai eu à travailler beaucoup cette année. Des organismes communautaires qui, parce que situés à un endroit au Québec, étaient sous-financés par rapport à une même mission dans un autre endroit. Je sais que c'est une préoccupation. La mission globale, la récurrence du financement, la mission par projet, le fait que souvent les équipes vos équipes doivent mettre du temps à redemander et à valider des financements pour favoriser votre efficacité.

Alors ce qu'on devra faire, au delà des chiffres qui seront donnés, c'est de faciliter votre tâche, de diminuer la bureaucratie, de diminuer l'iniquité, de travailler sur l'uniformisation, de reconnaître les missions générales. Puis travailler ensemble, pour déterminer qui a besoin de quoi. Fonctionner pour qu'on puisse,

ensemble, décider d'un budget éventuel pour une meilleure organisation, une meilleure efficacité. Alors ce sera un des défis de taille que l'on devra faire et ça ça se fera en collaboration, ça ne peut pas se faire autrement. »

Lucie Charlebois, ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique. Parti libéral du Québec (PLQ) (de [1:51 à 2:26](#))

« Bien il est clair que les organismes ont fixés leurs revendications et leurs demandes, à mon sens, des chiffres qui sont très élevés en ce moment. Je ne dit pas que tout le monde ne souhaite pas avoir le maximum pour son organisme communautaire, je peux comprendre ça. Ceci étant dit, je vous rappelle que depuis qu'on est, là celui qui a créé tout le soutien aux organismes communautaires, le gouvernement qui l'a fait, c'est en 73, si ma mémoire est bonne, avec un gouvernement libéral.

Ceux qui ont augmenté le plus véritablement, pas juste en parler lors de campagnes électorales, mais qui ont véritablement augmenté le financement c'est les gouvernements libéraux. On se souviendra qu'il y a 80 millions sur 5 ans et qu'il y a maintenant, cette année, à partir de cette année, un autre 17 millions pendant un autre 5 ans. Juste pour vous dire qu'on dépasse les 100 millions de dollars. »

Dave Turcotte, Porte-parole de l'opposition officielle en matière de services sociaux et de protection de la jeunesse, Parti québécois (PQ) (de [2:27 à 3:24](#))

« Nous, au Parti québécois, ce qu'on propose c'est de rehausser, d'une façon significative, le financement à la mission des organismes de l'ensemble des organismes donc de 200 millions de dollars. La part entre les organismes santé services sociaux et les autres secteurs des organismes reste à déterminer, mais on peut croire qu'il y aurait une proportion, une règle de trois, on voit que 3000 sur 4000 environ organisme sont en santé services sociaux, donc ça sera à peu près dans cet ordre de grandeur.

Mais au-delà de ça, on veut aussi réinvestir pour les conditions de travail des gens qui oeuvrent au quotidien dans les organismes communautaires, qui ont besoin davantage d'être reconnus et d'être valorisés pour un maintien plus facile du personnel, des équipes dans les organismes communautaires, mais aussi un réinvestissement pour les organismes qui souhaitent être propriétaires, donc de pouvoir acquérir des immeubles, aussi de rénover les immeubles dont ils sont propriétaires. »

Manon Massé, Porte-parole de Québec solidaire (QS) (de [3:26 à 4:28](#))

« Bien, d'une part, c'est de répondre à cette demande-là. C'est-à-dire que Québec solidaire s'engage effectivement à rehausser, pour l'ensemble des groupes communautaires, donc de 475 millions, mais de façon plus spécifique, en santé et services sociaux on sait que ça l'inclut.

Mais, la question à se poser c'est pas, en campagne électorale, c'est pas de se demander est-ce que le parti s'engage ou non à le financer, c'est de dire "hey man" c'est où que tu vas aller chercher l'argent pour faire ça? Et c'est là que Québec solidaire arrive vraiment sur une autre pente que l'ensemble des autres partis, c'est à dire que ça fait longtemps qu'on l'a l'argent pour être capable de soutenir les organisations communautaires dans la mesure où notre objectif, c'est de diminuer les inégalités.

Mais si ça pour y arriver ça prend du courage politique. Ça veut dire d'aller chercher l'argent où il est, ça veut dire brasser la cage à ceux qui ont le pouvoir et je pense que Québec solidaire a largement démontré que ça ça ne nous fait pas peur. »

Capsule 3 : « Quels partis indexeront les subventions selon la hausse des coûts d'opération? » (sur [Youtube](#) et sur [Facebook](#))

Questions posées lors de l'enregistrement :

Les organismes communautaires en santé et services sociaux n'étant pas des ménages ils réclament que l'indexation annuelle versée dans le cadre du programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) ne soit plus basée sur l'indice des prix à la consommation (IPC), mais sur la hausse de leurs coûts d'opération comme organisations (ou coûts de système). Qu'entend faire votre parti pour que le PSOC et les autres programmes de subvention (mission globale) soient indexés annuellement en fonction de la hausse des coûts d'opération des groupes? Voici leurs réponses :

Lucie Charlebois, ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique. Parti libéral du Québec (PLQ) (de [0:35 à 1:09](#))

« En fait, je vous dirais qu'on a déjà agit cette année, parce que quand on a annoncé le 17 millions supplémentaire, cette année, à ce qui avait déjà été annoncé l'année dernière, c'était justement pour venir en aide aux organismes qui ont dû vivre avec la hausse du coût du salaire minimum.

Ceci étant dit, il y a déjà une table de travail qui est là, au ministère, qui a été conçue pour travailler avec les organismes communautaires, et tout le monde est toujours au travail et en réflexion pour trouver la meilleure des solutions. On n'est pas fermé à la proposition des organismes communautaires, on est juste en train de regarder en ce moment, et ça ne se décide pas... comme ça. Mais on fait l'examen de toute la situation, pour voir comment on peut faire mieux. »

Manon Massé, Porte-parole de Québec solidaire (QS) (de [1:10 à 2:13](#))

« Bien, ça tombe juste sous le sens, c'est à dire que, si tu fais, si tu donnes une augmentation qui est en-deçà de ton coût de système, bien ça s'appelle une coupure. C'est ça que le gouvernement libéral nous a habitué, et je dirais même les gouvernements des dernières 20 ans à peu près, nous ont habitués, c'est à dire de nous indexer, parfois 0 et en-dessous de ce que ça nous coûte réellement. Ça veut dire quoi? Ça veut dire que c'est les ressources humaines qui y goûtent. Ça veut dire que c'est les activités que tu fais qui y goûtent. Alors, indexer au coût système, c'est juste une question de logique.

Maintenant, encore là, la question est toujours: oui, mais c'est où que vous allez chercher l'argent pour faire ça? Dans le système de santé en général, juste l'augmentation des médecins, pour le trop payé, par rapport à l'Ontario, on parle de 1 milliard. Ça veut dire qu'il y en a qui ont fait des choix, puis ces choix-là, nous on veut les détricoter pour faire en sorte que l'argent aille au service de la population et non pas au service d'une poignée de monde, de l'élite. »

François Paradis, Porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de santé et de services sociaux, Coalition avenir Québec (CAQ) (de [2:14 à 3:21](#))

« L'indexation sur les coûts système, c'est comme ça que ça s'appelle, c'est ce que vous privilégiez comme organisation, je pense que l'idée est intéressante. Ça veut dire qu'il va falloir, encore une fois, faire l'exercice commun que l'on n'a pas fait assez souvent, c'est de mettre sur la table toutes ces solutions, ces préoccupations-là. Mais tout ce mélange. Tout est intimement lié.

On parlait de financement en général tout à l'heure, on parlait de mission globale, on parlait de mission-projet. On parle maintenant d'indexation suffisante pour réussir à survivre, de rétention de votre personnel, de faire en sorte qu'on puisse continuer à travailler au profit d'usagers. Il est là le défi aussi, pour vous, comme pour nous, d'avoir le focus-usagers, de continuer à pouvoir servir ceux qui en ont besoin. Alors vous

avez une solution sur l'indexation, vous dites on devrait fonctionner de telle façon, encore une fois, je vous ouvre la porte. À ce moment-ci, au mois de juillet, à quelques mois des élections, il va falloir qu'on prenne l'engagement commun de s'asseoir ensemble, de proposer des solutions, de valider des solutions, de travailler des éléments majeurs. Et je répète ce que j'ai déjà dit dans un des documents, c'est-à-dire l'uniformisation également du financement à travers la province. Mettre tout ça sur la table, pour trouver les meilleures façons d'opérer, et vous avez en tête beaucoup de solutions qui doivent être étudiées. »

Dave Turcotte, Porte-parole de l'opposition officielle en matière de services sociaux et de protection de la jeunesse, Parti québécois (PQ) (de [3:22](#) à [4:20](#))

« Bien nous ce qu'on propose, c'est de rehausser de 200 millions de dollars le financement à la mission des organismes communautaires, mais ce rehaussement-là doit aussi venir avec une indexation pour l'ensemble des secteurs. Donc en santé et services sociaux, il y a déjà une indexation mais, selon nous, elle n'est pas suffisante. Elle n'est surtout pas adaptée au statut des organismes comme vous le dites, dans votre question.

Donc nous on est d'accord pour revoir le mécanisme d'indexation pour qu'il soit davantage pertinent pour les organismes, sachant que vous êtes aussi des employeurs et que nous proposons, par exemple, de hausser le salaire minimum à 15 dollars de l'heure, bien on doit aussi tenir compte des salaires dans l'indexation. Donc nous, on est d'accord pour revoir ce mécanisme-là, mais on veut aussi indexer l'ensemble des organismes communautaires autonomes au Québec. Donc ce sera avec les organismes qu'on trouvera la meilleure formule, mais nous sommes d'accord pour revoir cette formule-là, parce qu'elle ne correspond pas au statut des organismes. »

Et maintenant?

Utilisons toutes les tribunes pour faire connaître nos revendications et se souvenir de leurs réponses

Diffusons les trois capsules en ajoutant les mots clics #qc2018 et #casssh.

Et bien sûr, votons en grand nombre!

La campagne CA\$\$\$H vise l'amélioration du programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), pour 3000 groupes. Elle est coordonnée par la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles.

Pour en savoir plus : trpocb.org/campagnecasssh